

Conseil départemental 16 septembre 2016

La fête de l'Humanité

Je commencerai mon introduction par la fête de l'Humanité qui s'est tenue le week-end dernier. Il faut avoir conscience que cette édition 2016 s'est déroulée dans des conditions exceptionnelles en raison de la menace terroriste et des directives de la préfecture de Paris et du ministère de l'intérieur.

Nous ne devons pas minimiser la portée de cette édition 2016. Après un été meurtrier et la teneur du débat politique durant l'été. Ce n'est pas rien d'avoir pu réunir durant 3 jours 450 000 personnes.

C'est en effet une grande victoire contre les peurs, toutes les peurs, les haines toutes les haines. Je veux donc saluer l'engagement des milliers de militants communistes et amis, des près de 200 girondins qui ont participé à cette fête au travers de notre espace girondin pour la plupart mais aussi dans d'autres stands comme le forum social, au village du monde, à l'espace du livre notamment.

Je veux aussi remercier chacun et chacune pour l'ambiance fraternelle qui a pu régner dans le stand et l'engagement de tous pour que notre stand puisse accueillir dans les meilleures conditions des milliers de visiteurs.

Nous sommes en train de tirer un bilan financier forcément moins bon que l'an dernier du fait de la baisse de fréquentation sur la fête et dans notre stand ; Le contexte sécuritaire, les fortes chaleurs ont notamment dissuadé des familles avec enfants de venir sur la fête. Nous étions plus de 150 à travailler sur le stand durant toute la semaine, parmi eux plus d'une 20aine de camarades de la direction départementale ont pris leur part.

Nous proposons de tenir un repas fédéral comme nous l'avons fait l'an dernier le 20 novembre prochain. Au delà de l'enjeu financier, il est important également d'entretenir des liens conviviaux et fraternels qui sont encore aujourd'hui une de nos marques de fabrique.

Un pot fraternel des militants de la fête sera aussi organisé dans les prochains jours.

Ce n'est pas rien d'avoir pu tenir la fête de l'Huma le week-end dernier. Car il est désormais évident que la menace terroriste, le climat de peur, celui de haine distillé tout l'été sur les antennes influent sur ce que des millions d'hommes et de femmes ont dans la tête, celui-ci modifie les comportements, leur vie quotidienne même, et le fait de décider ou non par exemple de participer à ce grand moment populaire et politique qu'est la fête de l'Humanité. 97% d'après un sondage IFOP des français jugent la menace terroriste réelle et élevée. Ce n'est pas un détail dans le contexte actuel.

Les réponses apportées par le gouvernement pour la lutte antiterroriste, celles invoquées par la droite ne font qu'attiser ses peurs, continuent de déchirer notre peuple, réduire les libertés individuelles et collectives. La fête aura été un grand moment de liberté partagée, de rencontre, d'échange, un grand moment de fête populaire et je le redis, ce n'est pas un détail de cette rentrée.

Le contexte politique au sortir de l'été

Mais la lutte antiterroriste appelle des réponses de progrès, de paix et d'unité du peuple français dans toute sa diversité. L'Etat d'urgence ne règle aucune des questions qui sont la source du terrorisme et qui conduisent de jeunes français à sombrer dans la barbarie et l'obscurantisme.

Bien sûr il faut des moyens supplémentaires à la justice et à la police pour démanteler ces réseaux mafieux, de vente d'arme et d'endoctrinement.

Mais il faut aussi recréer ou créer dans toute la société des espaces de rencontre, d'échange, du quartier à des territoires plus vastes. Il faut faire de l'éducation et la culture une priorité pour la jeunesse en engageant des réformes structurelles pour qu'aucun jeune ne soit privé de l'accès aux savoirs, à la connaissance. Il faut par tous les moyens vivre ensemble, faire société.

Il faut aussi retisser des solidarités, engager des réformes profondes pour l'emploi, l'accès aux services publics, lutter contre la misère et la pauvreté, la précarité.

Il faut combattre toutes les formes de discriminations, combattre le racisme et l'antisémitisme, ne laisser passer aucune parole qui considère comme le fait le député parisien Claude Goasguen hier que la France a un problème avec les musulmans ou les maghrébins.

Il faut bien sûr refonder la République, repenser la liberté, l'égalité, la fraternité et la laïcité qui protège chacun et chacune, croyants et non croyants.

Il faut au plan International porter un discours de paix au proche et au moyen orient en s'appuyant sur les forces démocratiques au Sahel, en Syrie, en Turquie et en Irak notamment et en particulier soutenir les forces démocratiques kurdes prises sous le double feu d'Erdogan et de Daesh.

Il faut porter la question palestinienne et continuer de faire vivre l'idée que deux peuples et deux Etats peuvent vivre l'un à côté de l'autre. Il faut porter l'exigence de la liberté et de la démocratie pour les peuples du monde entier et demander la libération des prisonniers politiques palestiniens, kurdes en Turquie notamment.

(24 septembre) manif pour la paix

Ne nous le cachons pas, tout cela sera long mais c'est la seule issue possible et la fête comportait et comporte les germes du chemin pour parvenir à vivre libre dans un monde en paix.

La situation politique à gauche, le mouvement social

Bien sûr la fête de l'Humanité marque comme chaque année la rentrée politique des communistes, du mouvement social, de l'ensemble des forces de transformation de la société.

Cette année pour la première fois, les secrétaires des 7 organisations syndicales opposées à la loi El Khomri étaient réunis à la fête pour ensemble réaffirmer de poursuivre dans l'unité la plus large du monde du travail la bataille contre la loi Travail. La manifestation d'hier a montré que la question sociale, le mouvement social pouvaient à nouveau regagner de la puissance dans les semaines qui viennent.

Les luttes sociales ont marqué le printemps dernier, beaucoup de syndicalistes, de salariés se posent la question aujourd'hui des suites à donner à ce mouvement qui avait le soutien d'une majorité de français ; Ils se posent en même temps la question du débouché politique à quelques mois des échéances électorales.

Dans cette période inédite beaucoup cherchent aussi des réponses à des questions qui touchent leur vie quotidienne, l'emploi, les salaires, l'accès à un logement, des transports, la santé, en un mot vivre mieux.

L'Insee vient de produire sa note de conjoncture sur le 2^e trimestre : la croissance est retombée par rapport au 1^{er} trimestre. Les indicateurs sont dans le rouge : baisse des investissements, y compris celui des entreprises, et baisse de la consommation des ménages.

Alors que les entreprises du CAC40 voient leurs profits en hausse de 11 %, on apprend que la pauvreté ne diminue pas, au contraire, qu'une personne sur deux juge que sa vie quotidienne est menacée par la pauvreté, que le nombre de personnes privées de l'accès aux soins augmente (64 % des familles gagnant moins de 1200 euros par mois selon une enquête du Secours populaire).

C'est aussi la crise agricole qui n'en finit pas, on le voit avec la crise des producteurs de lait et où les réponses ne sont pas à la hauteur des enjeux alimentaires, sociaux et économiques.

C'est l'inefficacité du CICE que notre camarade sénatrice Marie-France Beaufils a révélé dernièrement dans un rapport parlementaire. Il est sans effet sur l'emploi et l'investissement alors que la baisse des dotations aux collectivités locales, aux services publics, à la santé les empêchent d'investir utilement pour les besoins des populations.

Je pense aussi aux annonces des dirigeants d'Alstom qui ont décidé de transférer, plutôt de fermer la partie transports de Belfort, celle qui fabrique les TGV alors qu'au moment du rachat par General Electric. Les promesses de maintien avaient été faites aux salariés, aux pouvoirs publics. Ce sont là 400 emplois qui sont menacés en direct et c'est l'affaiblissement d'un de nos fleurons industriels.

C'est l'avenir industriel de la France qui est posé, dans un moment de crise où l'Etat ne joue plus son rôle de stratège et d'impulsion d'une politique industrielle pour le pays.

Chacun mesure que malgré les annonces de Hollande et Valls, non, la France ne va pas mieux. Au delà du soutien au mouvement social et la mobilisation des communistes lors des journées d'action nous devons je pense tourner notre activité politique autour de 2 axes complémentaires.

1-Mettre en avant le travail et l'apport des députés communistes au travers de deux exemples : le rapport de M.F Beauvils sur les effets du CICE pour exiger à nouveau du préfet la mise en place d'un observatoire, d'un suivi et de la transparence sur les entreprises qui perçoivent cette manne financière et les retombées pour les salariés.

S'appuyer et faire connaître les propositions des frères Bocquet pour lutter contre l'évasion fiscale. Leur livre est aujourd'hui la meilleure vente de la rentrée politique sur les grandes librairies en lignes.

2-Démontrer autour d'initiatives concrètes qu'il est possible de faire autrement. Je veux parler par exemple de la vente directe de fruits et légumes du producteur au consommateur que nous pourrions mettre en œuvre sur la métropole d'ici au début du mois d'octobre comme nous l'avions fait l'an dernier.

Nous devons dans cette période où pour étouffer les luttes sociales le gouvernement appuie la criminalisation de l'action syndicale, faire vivre en acte la solidarité. Il nous faut marquer notre soutien à tous les militants qui sont traduits devant les tribunaux, qu'ils soient syndicalistes ou membres d'organisations de jeunesse. 2 camarades de la JC ont été condamnés ces derniers mois, je veux en votre nom à tous adresser un message de soutien fraternel à Marcel et Nicolas et dénoncer la criminalisation de l'action syndicale ou revendicative.

Le paysage politique à 7 mois de l'élection présidentielle

Le paysage politique de l'élection présidentielle se met peu à peu en place au cours de cette rentrée.

Le FN

est en embuscade les thèmes de l'immigration, de l'identité, de l'Europe sont ses thèmes de prédilection et sont sur le devant de la scène. Ces idées sont programme sont avancées par d'autres, à droite et même parfois par des ministres socialistes.

à droite

La droite n'a eu de cesse tout l'été de souffler sur les braises de la haine, la stigmatisation, prônant des mesures ultra sécuritaires restreignant considérablement les libertés d'un côté et de l'autre un véritable concours Lépine de toutes les mesures les plus antisociales : fin du statut des fonctionnaires, déréglementation totale du code du travail, baisses d'impôts pour les entreprises, renforcement du pouvoir des banques, casse des solidarités, fin du cdi.

La primaire de la droite démontre ce que sera la politique d'un Président de droite s'il est élu en mai prochain et ce qu'elle qu'il soit.

Il est aussi important de mesurer les passerelles importantes entre la droite et le FN sur des questions comme celles de l'immigration, de la stigmatisation des chômeurs, de la jeunesse, des plus fragiles, de l'identité nationale, du rapport à la religion.

L'idée d'une droite victorieuse en mai prochain avec dans l'hémicycle un front National obtenant plusieurs dizaines de députés, avec la gauche laminée et la possible absence de groupe et d'élus communistes ne doit pas être minimisée.

Durant 5 ans, la France serait ainsi la proie des appétits de la finance, des mesures les plus réactionnaires ; Elle n'aurait sans doute plus le même visage qu'aujourd'hui déjà transformé par 5 ans de Sarkozysme et 8 ans d'austérité.

à gauche

La situation apparaît comme des plus confuses et alarmante. La probable candidature du président Sortant, flanquée d'un Macron à sa droite et pléthore de candidats à gauche laisse présager un scénario macabre que nous dénonçons depuis des mois.

Nous sommes la seule force à gauche aujourd'hui à porter cette ambition politique d'une candidature de la gauche qui dénonce l'austérité et cherche une alternative. Les autres étant sur l'idée de rassembler autour d'une personnalité, ou d'un parti en tablant sur l'effondrement du candidat hollandais. C'est de mon point de vue, une erreur historique.

Le PS avance l'idée d'une seule candidature et dénonce aussi l'éparpillement des voix de gauche, mais il oublie de dire que c'est la perspective d'une candidature de Hollande, après celle de Macron qui conduit à diviser la gauche, tout comme la politique menée depuis 5 ans divise les forces de progrès, y compris à l'intérieur du PS.

Taubira en appelle elle aussi à une candidature unique, ce que refuse Cécile Duflot et EELV.

Montebourg dénonce le bilan calamiteux de Hollande, et revendique en même temps son action au ministère de l'économie et hésite à s'inscrire dans la primaire du PS.

Les frondeurs cherchent comme à La Rochelle dimanche à donner une image d'unité et travaillent une seule candidature dans une primaire socialiste probablement réduite aux militants PS.

Pour les électeurs, c'est l'impression d'un joyeux bordel et l'absence de perspective positive qui dominent.

Alors, rien n'est gagné évidemment, et le débat existe également dans notre Parti. Des voix s'élèvent dans le parti demandant de se rallier à la candidature de Mélenchon, dont les propos tenus ce week-end ne sont pas à proprement parler une main tendue aux communistes. D'autres en appellent à la désignation d'un candidat proposé par le PCF pour s'inscrire dans un processus de construction d'une candidature de rassemblement. D'autres enfin, proposent une candidature du PCF d'ores et déjà.

Dans les interventions du secrétaire national du PCF, vendredi avec les frondeurs, samedi au stand national des communistes face aux personnalités puis à l'Agora, c'est l'appel aux convergences, au commun, à mesurer ce qui rassemble et non pas ce qui divise, qui sont les plus applaudies. Le climat politique de la Fête a exprimé de manière nette et répétée cette disponibilité, et aussi une attente inquiète, pour un chemin d'avenir qui soit celui d'une unité politique dans le prolongement du printemps social.

Face au danger d'un second tour droite/FN, et beaucoup de celles et ceux avec qui nous avons discuté nous demandent de ne pas accepter cela, le seul et unique acteur qui peut changer les choses, par son intervention, son irruption dans le paysage et le débat politique, ce sont les forces populaires et citoyennes. Beaucoup cherchent une solution pour 2017, quand d'autres pensent qu'il faut trouver un homme providentiel – plus rarement une femme...-. La solution passe par le rassemblement du plus grand nombre derrière des idées et des combats. Beaucoup d'hommes et de femmes veulent décider des questions qui seront débattues lors des prochaines élections présidentielle et législatives et ne se reconnaissent dans aucun discours de supposé candidat. Et leur autre exigence est une unité pour une nouvelle espérance et pas la division, pas la dispersion synonyme d'échec programmé. Contenus et rassemblement sont en effet les 2 questions essentielles à laquelle nous répondons, contrairement aux autres forces en présence.

Le questionnaire que demande le peuple a été rempli, durant l'été par des dizaines de milliers de personnes et déjà plus de 20 000 ont été saisies ; Durant le week-end, c'est 10 000 personnes qui ont exprimé leur volonté de donner leur avis, et surtout d'être entendues.

En gironde près de 800 questionnaires ont été saisis, il y en a encore des centaines en cours de collecte dans les sections.

Nous pourrions décider de prolonger la diffusion du questionnaire jusqu'à début octobre au travers de nos initiatives régulières sur les marchés, sur les manifestations, en direction d'hommes et de femmes identifiés que nous pourrions solliciter.

Le remplissage du questionnaire par sa forme n'est pas une chose facile, mais l'exemple de Lamothe-Montravel, ou qu'on pu faire des camarades durant l'été montrent une disponibilité et un intérêt pour cette démarche.

Nous pourrions donc faire de dernière semaine de septembre un grand moment de diffusion du questionnaire en posant dans les sections et ici à la fédération un moment de retransmission de la restitution nationale prévue durant le début du mois d'octobre.

Mettre en œuvre nos choix de congrès

Durant la fête, Pierre Laurent a réitéré son appel prononcé lors de l'université d'été. Je cite la fin de son discours aux personnalités pour ne pas travestir ses propos comme cela peut être fait parfois :

« Car au fond, et je le dis droit dans les yeux à tous mes partenaires de gauche ici présents : Si sur la sortie de l'austérité nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la relance des investissements nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la refonte de l'Europe nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la VIe République nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la planification écologique nous sommes d'accord sur l'essentiel ; si sur la relance des services publics nous sommes d'accord sur l'essentiel, c'est une bonne base de départ, non ? Arrêtez de faire le pari fou qu'un seul individu, aussi talentueux soit-il, sera en mesure de capter à lui seul, sans dynamique unitaire, l'affaiblissement de François Hollande. Cela n'arrivera pas. Et alors, au soir du 23 avril, quel goût auront nos larmes : celui de la déception ou celui du regret ?!

Mais je ne suis pas naïf, je sais bien qu'il faudra plus à tous les candidats proclamés de la gauche de progrès, un peu plus que le constat de nos convergences. Rien ne se fera sans un engagement massif des citoyens dans le débat présidentiel. Allez-y, devenez acteurs, ne restez pas cloîtrés, intervenez, mobilisez-vous, organisez-vous, devenez incontournables ! Vous êtes les seuls à pouvoir nous sortir du scénario infernal. Sans vous rien ne se fera. Et rien n'est encore joué. Tout peut encore changer, être bouleversé pour peu qu'on s'y investisse. Prenons nos rêves au sérieux ! Croyons en nous ! Notre force est superbe. Nous sommes le nombre, nous sommes le peuple, nous sommes les 99 % ! »

Il y a donc maintenant urgence à ouvrir des espaces où puissent surgir cette aspiration populaire à vivre mieux, à être entendus, cette aspiration à l'unité de la gauche qui affronte les choix d'austérité mis en œuvre depuis 4 ans.

Je propose qu'au delà du questionnaire, ces espaces soient ouverts au travers d'Etats généraux par circonscriptions où nous pourrions mettre en débat les 5 axes définis lors de notre congrès pour construire un pacte d'engagements populaires :

- **sortir de l'austérité pour sortir de la crise**
- **s'attaquer à la finance et à l'évasion fiscale**
- **engager la transition écologique par de nouveaux modes de développement**
- **refonder la République pour une 6e République**
- **développer les services publics**
- **et aussi redonner à la France son rôle au plan international pour la paix et la liberté des peuples**

Nous pourrions dans le même temps interpeller l'ensemble des forces disponibles avec un questionnement précis :

Etes-vous prêts à travailler à la construction d'une alternative politique ?

Pouvons-nous converger autour de 5 ou 6 grands axes pour un acte d'engagements ?

A quelles conditions pouvons-nous construire cette offre politique de rassemblement ?

Evidemment ces questions ne concernent pas seulement la présidentielle mais aussi et peut être surtout les législatives pour porter dans l'assemblée des députés porteurs d'une alternative, des députés de combat contre la finance et l'austérité.

Ces questions doivent également être débattues en interne et dans la perspective de la conférence nationale du 5 novembre prochain où nous serons à l'heure des choix.

Quelles sont les conditions politiques objectives dans lesquelles se dérouleront les prochaines élections présidentielle et législatives dans chaque circonscription,

Quels sont les grands axes que pourrait porter une candidature à l'élection législative dans ma circonscription,

Existe-t-il des forces, des personnalités avec qui nous pourrions faire vivre cette offre politique pour sortir de la crise et de l'austérité, rompre avec les politiques libérales menées, engager de nouvelles pratiques politiques en direction et avec la population, porter des propositions pour la justice sociale et la transition énergétique, la solidarité, le développement humain, pour apporter des réponses aux problématiques quotidiennes des gens ?

Je propose donc que les bureaux de sections se rencontrent par circonscription et que les communistes soient réunis en assemblées générales pour évoquer l'ensemble de ces questions.

Dans le même temps, et à l'aune de ce débat nous établirons les critères pour désigner les candidats que nous présenterons ou soutiendrons. J'insiste que ce travail doit se faire dans le respect de nos choix de congrès et de nos instances, sections et direction départementale, dans le respect de chaque adhérent sur le territoire.

La mise en mouvement des communistes

Car le respect de la démocratie interne et de nos choix de congrès sont une des conditions essentielles pour la mise en mouvement des communistes.

Il faut à ce propos se parler clairement. A propos de notre stratégie de rassemblement, elle est tout d'abord au regard du contexte politique extrêmement difficile à mener car les obstacles sont nombreux : éparpillement, division à gauche, et aussi une certain renoncement à penser que nous pouvons déjouer le scénario macabre de 2017.

Le chemin que nous traçons est difficile, nul ne peut dire si nous atteindrons nos objectifs, mais je pense que c'est le seul chemin possible pour 2017 et après durant le mandat législatif.

Je pense aussi que nous disposons si nous savons les voir, les mettre en mouvement de sérieux points d'appui parmi notre peuple. Beaucoup cherchent une alternative, approuvent ce que nous faisons, doutent aussi mais sont prêts à s'engager.

L'enquête de l'IFOP parue dans l'Huma révèle non seulement que le clivage gauche droite existe toujours ; il y a bien de corpus idéologique qui ne se reconnaissent pas dans les mêmes valeurs mais la différenciation se creuse notamment en lien avec le mouvement contre la loi travail qui a structuré des éléments décisifs au printemps dernier dans le monde du travail et l'électorat de gauche :

le peuple de gauche a toujours les idées claires, les plus gros écarts avec la droite sont l'immigration, la liberté d'entreprise, la responsabilité des chômeurs, thèmes dans lesquels ils ne se reconnaissent pas.

Il se reconnaît au contraire dans les services publics, les syndicats, l'égalité, la laïcité.

il y a une radicalisation de l'électorat de droite, mais aussi de celui de gauche avec un rebond du communisme

Une majorité ne se reconnaît pas dans la politique du gouvernement, mais pointe le fait que la politique menée par la droite serait différente.

La question posée est de savoir si il existe une majorité populaire de changement ?

Et de savoir si elle peut se lever dans les mois qui viennent et à quelles conditions ?

Faire surgir les aspirations populaires dans le débat, remettre les questions sociales au premier plan, apporter des réponses à des enjeux de société, de civilisation même, travailler une offre politique à vocation majoritaire sont je crois les 4 conditions essentielles pour une alternative véritable à l'austérité et au libéralisme.